



COMMISSAIRE  
À L'ÉTHIQUE  
ET À LA DÉONTOLOGIE

# CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC  
L.R.Q., chapitre C-23.1

## SOMMAIRE

### *Déclaration des intérêts personnels d'un député 2016*

#### Article 40

<b>A</b>	<b>Membre :</b>	GENEVIÈVE GUILBAULT
<b>B</b>	<b>Circonscription :</b>	LOUIS-HÉBERT
<b>C</b>	Nature et source des revenus et avantages totalisant 10 000 \$ et plus, reçus durant les 12 mois précédant la déclaration ou au cours des 12 prochains mois pour une prestation déjà effectuée : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 1<sup>o</sup></i>	Outre les indemnités et allocations résultant de l'exercice de la charge de membre de l'Assemblée nationale : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Revenu à titre de responsable des communications au Bureau du Coroner du Québec.</li></ul>
<b>D</b>	Immeuble sur lequel le député détient un intérêt et qui fait l'objet d'un avis d'expropriation : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 2<sup>o</sup></i>	Ne s'applique pas.

E	<p>Nature de l'activité professionnelle, commerciale ou industrielle exercée au cours des 12 mois précédant la déclaration, en indiquant pour le compte de qui :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 3<sup>o</sup></i></p>	<p>Responsable des communications.</p> <p>Les notes biographiques et l'historique des fonctions parlementaires exercées peuvent être consultés au <a href="http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html">www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html</a>.</p>
F	<p>Objet et nature de l'avantage reçu ou à recevoir au cours des 12 mois précédant la déclaration ou des 12 mois suivants, dans le cadre d'un marché conclu avec le gouvernement, un ministère ou un organisme public :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 4<sup>o</sup></i></p>	<p>Ne s'applique pas.</p>
G	<p>Renseignements relatifs à tout intérêt faisant l'objet d'une fiducie sans droit de regard ou d'un mandat sans droit de regard :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 5<sup>o</sup></i></p>	<p>Ne s'applique pas.</p>
H	<p>Nom des entreprises, personnes morales, sociétés, associations, successions et fiducies mentionnées dans la déclaration et l'intérêt en cause :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 6<sup>o</sup></i></p>	<p>Ne s'applique pas.</p>
I	<p>Autres renseignements :</p> <p><i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 7<sup>o</sup></i></p>	<p>Aucun autre renseignement.</p>

COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE

(s) Ariane Mignolet

DATE : 31 octobre 2017